

# le Trait d'Union



Bulletin de l'Union Nationale France - Russie - CEI - Peuples russophones

(Internet : <https://unfr-cei-pr.com>)

*Les articles sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs et peuvent ne pas refléter l'opinion de l'UNFR-CEI-PR*

## Sommaire

Page 1 : Editorial  
Pages 2 à 8  
Entretien avec A.Pouchkov  
Pages 9 à 11: Témoignages  
Page 11 : Rencontre

La pandémie qui sévit dans le monde depuis plusieurs mois a concerné des millions de personnes de diverses manières : maladie, décès, mais aussi chômage et précarité. Ces effets sont loin d'être terminés et nous en subissons les conséquences longtemps encore. Les Etats ont répondu différemment à cette crise mondiale et à ses conséquences dramatiques. La solidarité a joué souvent entre les pays (aide médicale, transfert de malades, ...). Les organismes internationaux (ONU, OMS) ont aussi assumé leur rôle. Ainsi le secrétaire général de l'ONU a fait une déclaration importante au début de la pandémie, appelant à un cessez-le-feu dans les conflits mondiaux : succès limité, partiel de cette initiative malheureusement. Car les vieux reflexes de repli ont aussi existé : refus des USA de lever les sanctions économiques (contre Cuba, l'Iran, la Russie), retrait du financement de l'OMS ... Qu'en sera-t-il aussi des manœuvres de l'OTAN « Defender Europe 2020 » à la frontière de la Russie ? Nul ne le sait à l'heure actuelle. Autant de questions qui montrent que le chemin vers la paix et la coopération entre les peuples est long et difficile.

Nos associations ont aussi subi de plein fouet cette crise du Covid 19. Toutes nos activités ont été suspendues du jour au lendemain et il est difficile aujourd'hui de prévoir quand aura lieu une reprise complète. La vie associative a su toutefois s'adapter et maintenir le lien avec ses adhérents grâce aux technologies modernes : visio conférence, cours de russe par skype. Notons aussi l'effort du Centre culturel russe qui a proposé un riche programme culturel au cours des mois de confinement : films, concerts, conférences ...

Aujourd'hui cette période se termine et nous devons préparer la rentrée. Notre prochain Conseil d'Administration débattera de la reprise de nos activités au mois de septembre en fonction des restrictions sanitaires possibles. En particulier nous réfléchissons à la vie démocratique de notre Union et aux modalités d'organisation de notre congrès qui statutairement doit se tenir en 2020.

L'Union Nationale doit poursuivre sa route et élargir son champ d'action en faveur de la paix et de l'amitié entre les peuples de Russie et des autres pays russophones. Démonstration nous est faite si le besoin était avéré que rien ne garantit mieux pour toute organisation, qu'elle soit planétaire ou locale, que l'active solidarité qui la fonde. Vérité pour l'Union aussi qu'il nous appartiendra de vérifier.

M.Faitot

# Entretien avec Alexeï Pouchkov : regard sur la politique russe

réalisé par Natalia Rutkevich, journaliste spécialiste de la Russie

**Alexeï Pouchkov** : *Président de la Commission de l'Information du Conseil de la Fédération russe depuis 2016. Ancien président de la Commission des Affaires étrangères de la Douma d'État (2011-2016).*

*Homme politique, diplomate, expert en géopolitique et journaliste, Alexeï Pouchkov est l'une des personnalités les plus influentes de Russie et l'un des principaux architectes de la politique internationale du Kremlin depuis près de trente ans.*

*Professeur honoraire dans plusieurs universités, auteur de nombreux articles et ouvrages, il vient de publier en France son dernier livre, **Le Jeu russe sur l'échiquier global** (ODM Éditions), préfacé par Jean-Pierre Chevènement.*

**Natalia Rutkevich - En intitulant votre dernier livre *Le Jeu russe sur l'échiquier global*, avez-vous voulu répondre au célèbre *Grand Échiquier* que Zbigniew Brzezinski avait publié en 1997 et qui reléguait la Russie au rang de puissance vaincue et négligeable ?**

Alexeï Pouchkov - Ce n'est pas à proprement parler une réponse à Brzezinski. Je voulais seulement reprendre à mon compte l'image de l'échiquier global qu'il a introduite dans les analyses géopolitiques, car je trouve ce parallèle entre les échecs et la géopolitique très évocateur. Dans le jeu d'échecs, où il n'y a que 32 pièces, il existe des millions de combinaisons possibles. Il en va de même pour la géopolitique : le nombre d'acteurs est limité, mais les interactions entre les acteurs et les stratégies sont innombrables. L'objectif premier de mon livre était d'expliquer l'évolution qu'a connue le jeu de la Russie sur ce fameux échiquier. Une évolution spectaculaire !

Dans les années 1990, quand Brzezinski a écrit son livre, la Russie était un objet du grand jeu politique bien plus qu'un acteur. Les pays occidentaux faisaient de la politique et la Russie

la subissait. À la chute de l'URSS, elle s'est repliée sur elle-même car sa situation intérieure était extrêmement difficile : chute de son économie, rébellion en Tchétchénie, manque d'argent dans les caisses publiques, dépendance totale envers le FMI, etc. Elle s'est alors retirée d'un grand nombre de régions où elle avait été présente (le Moyen-Orient, l'Afrique, l'Amérique latine) et a complètement revu ses rapports avec le monde extérieur, en croyant sincèrement en la possibilité de rejoindre la communauté occidentale. Durant cette période d'hégémonie incontestée des États-Unis (ce que j'appelle le « moment unipolaire »), on s'est mis à parler à l'ONU des « P3 » ou « Permanent-3 », pour désigner les membres permanents du Conseil de sécurité - les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne - qui prenaient, à eux trois, toutes les décisions. La Chine avait l'habitude de s'abstenir et la Russie votait quasi systématiquement en accord avec les « P3 ». Aujourd'hui, l'utilisation de ce terme paraît inimaginable !

Car l'absolue docilité russe a été de courte durée : dès la seconde moitié des années 1990, la Russie comprend que son espoir de devenir un membre à part entière du monde occidental est vain et commence à opérer un retournement pour revenir vers un concept plus traditionnel de défense de ses intérêts nationaux...

**N. R. - Ce retournement commence donc avant même l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir en 2000 ?**

A. P. - Oui, et j'en parle en détail dans mon livre. Ce retournement commence en 1996 avec l'arrivée au poste de ministre des Affaires étrangères d'Evguéni Primakov. C'est le début d'un nouveau « jeu russe » qui met fin à la doctrine internationale de son prédécesseur Andreï Kozyrev (surnommé « Mister Da » pour son empressement à acquiescer à la moindre exigence de Washington) qui considérait les intérêts de la Russie comme équivalents à ceux des États-Unis - ce qui est absurde car, bien évidemment, les intérêts de ces deux puissances,

si différentes, ne peuvent simplement pas coïncider. De plus, non seulement la Russie n'a pas été admise au sein de la communauté occidentale, mais, dès 1997, l'Alliance atlantique a commencé sa marche vers les frontières russes. En même temps, la direction de l'Otan nous répétait sans cesse que l'Alliance était un organisme de « promotion de la démocratie » et qu'elle devenait de moins en moins militaire. J'ai souvent visité l'Otan dans les années 1990 et j'ai entendu ces propos en 1994, en 1995, en 1997... et puis il y a eu les bombardements par l'Otan de la Yougoslavie, qui ont duré 78 jours. Dans les années suivantes, l'élargissement de l'Otan vers l'Est s'est déroulé sans que nous ayons notre mot à dire. Quand nous exprimions notre désaccord, on nous répondait : « Mais qu'est-ce que vous pouvez faire pour vous y opposer ? Vous n'avez pas les moyens ! » Et c'était vrai dans le sens où la Russie n'allait quand même pas envoyer ses chars aux frontières de l'Europe de l'Est pour empêcher l'Otan d'y installer des bases militaires. Mais ce que l'Otan était en train de faire, c'était ériger un nouveau mur entre l'Occident et la Russie.

J'expliquais à mes interlocuteurs de l'époque qu'ils allaient peut-être récupérer l'aviation polonaise et la flotte tchèque (pour reprendre l'expression du journaliste américain Thomas Friedman) mais perdre la Russie en tant que partenaire stratégique. Et c'est exactement ce qui s'est passé. Dans mon livre, je décris comment, dès le milieu des années 1990, la méfiance s'installe progressivement à Moscou et comment la Russie commence à se détacher de la communauté occidentale.

**N. R. - C'est donc la doctrine Primakov qui préfigure la doctrine Poutine...**

A. P. - Effectivement, c'est Primakov qui a préparé le terrain pour Poutine. Les moyens dont disposait Primakov étaient très limités. Au niveau économique, la Russie était très faible. Le défaut de paiement de 1998, quand le gouvernement russe s'est déclaré incapable de régler ses dettes, en fut l'expression la plus dramatique. Primakov a toutefois refusé de jouer profil bas. Il a notamment exprimé en des termes très vifs l'opposition de la Russie à

l'opération occidentale contre Belgrade en 1999, en faisant son fameux demi-tour au-dessus de l'Atlantique et en annulant ainsi sa visite à Washington en mars 1999 (1).

Poutine a reconnu symboliquement son importance en inaugurant, en octobre 2019, un monument à Evguéni Primakov en face du ministère des Affaires étrangères, en plein centre de Moscou. Poutine considère, comme Primakov, que la Russie ne peut tout simplement pas se permettre d'être un pays dépendant, un « petit calibre ». Ne serait-ce que pour des raisons géographiques : elle est limitrophe d'un grand nombre de régions où se déploient des dynamiques particulières qui la concernent - l'Europe, le Proche-Orient, le Moyen-Orient, l'Asie centrale, l'Extrême-Orient... La Russie est donc obligée d'être politiquement active dans toutes ces régions. Si nous étions la Norvège, nous n'aurions pas à nous poser la question de nos rapports avec la Chine, l'Afghanistan ou la Pologne. Mais nous sommes la Russie, un immense pays de plus de 17 millions de kilomètres carrés, et nous possédons des intérêts importants tout le long et au-delà de nos frontières, qui doivent être définis, défendus et respectés par nous-mêmes et par nos partenaires. C'est ce que croyait fermement Primakov, et c'est ce que croit fermement Poutine.

**N. R. - Un autre point clé de la doctrine internationale prônée par Poutine est la dénonciation des « tendances hégémoniques » des États-Unis. Trouvez-vous que l'Amérique de Donald Trump, qui est plutôt un isolationniste, cherche encore à façonner le monde ?**

A. P. - La discordance entre l'image que les autorités américaines donnent de leur politique et la réalité est énorme. Mais, pour s'en apercevoir, il faut d'abord dissiper le rideau de fumée que constitue la désinformation habituelle à ce propos. La mythologie officielle des États-Unis (à savoir l'idée que ces derniers

agissent toujours pour le bien de la planète) est reprise - par habitude, par intérêt ou par conviction - par beaucoup de médias de par le monde. Trop souvent, pourtant, la politique américaine se fait contre les intérêts des simples citoyens américains et contre les intérêts de la majorité des gens dans le monde (il suffit de mentionner la guerre du Vietnam et l'intervention en Irak en 2003). Il est donc utile, et même indispensable, de dévoiler la vraie nature de la politique américaine, comme le fait la Russie.

Au-delà de la dénonciation d'un discours qui nous semble profondément hypocrite, la Russie tente de résister en politique à l'hégémonie américaine. Cette hégémonie est destructrice et néfaste pour un grand nombre de pays, et pour la paix dans le monde en général.

En ce qui concerne Donald Trump, il est vrai que, d'un point de vue personnel, il est enclin à l'isolationnisme. Mais ses préférences et ses volontés sont bridées par un cadre général dont il ne peut pas s'affranchir. Cette machine implacable qui régit la politique des États-Unis est formatée pour maintenir l'hégémonie américaine dans le monde. Même si l'on change le carburant (comme lorsque Trump remplace Obama, par exemple), son fonctionnement reste le même ! Chacun peut constater qu'il existe un décalage important entre les déclarations de Trump et la politique conduite par son pays. Lors de sa campagne, il a promis de trouver un terrain d'entente avec Poutine. Une fois élu, il a essayé mais il n'a pas réussi. Il a annoncé à plusieurs reprises que la Russie et les États-Unis devaient être partenaires et avoir de bonnes relations. Mais il n'en est rien et Trump n'a fixé aucun délai pour la réalisation de ces vœux. Peut-être serons-nous enfin amis au XXIIe ou au XXIIIe siècle...

**N. R. - Quelle est cette constante de la politique américaine que Trump serait incapable de modifier, et en quoi contrarie-t-elle la Russie ?**

A. P. - Les États-Unis cherchent à poursuivre, partout, une politique de domination qui se traduit en particulier par le rôle actif qu'ils jouent dans le renversement des régimes qui leur déplaisent, partout dans le monde. Nous avons vu qu'ils ont tenté de renverser le pouvoir au Venezuela, sans succès. Aujourd'hui, on se demande s'ils ont été impliqués dans les récents événements en Bolivie qui ont abouti au départ du président Morales. Je ne serais pas étonné d'apprendre que c'était bien le cas. Washington a reconnu, notamment par la voix du secrétaire d'État Mike Pompeo, que le changement de régime intervenu en Ukraine en 2014 est un projet auquel ils avaient travaillé pendant de longues années et dans lequel ils avaient investi beaucoup d'argent. Les preuves de leur implication dans le coup d'État de 2014 dans ce pays et du soutien qu'ils ont offert au régime instauré ensuite par Petro Porochenko sont multiples (soutien ouvert aux opposants de Maïdan par l'ambassade américaine à Kiev, ventes d'armes, prêts bancaires, investissements, etc.). Ils parlent du « développement de la démocratie » et du « maintien de la stabilité » en Ukraine, mais je doute fort que la démocratie soit réellement leur préoccupation, en Ukraine ou ailleurs. Le vrai objectif de ce projet-là, c'était de détacher l'Ukraine de la Russie, de détruire leurs liens, de les dresser l'une contre l'autre. Et force est de constater que ce « projet » a produit ses fruits : l'Ukraine, hélas, est devenue l'ennemie de la Russie.

Je rappelle en outre que les Américains ont activement participé au renversement de Kadhafi et qu'ils ont tenté de renverser le régime d'Assad en Syrie. Bref, les exemples de cette politique ne manquent pas.

Ainsi, malgré Trump et ses spécificités, les États-Unis sont programmés pour mener une politique hégémonique car ils se considèrent comme une nation et une puissance exceptionnelles. Un grand nombre de présidents l'ont déclaré haut et fort (par exemple Barack Obama à l'ONU) ; cette vision messianique est

très profondément ancrée dans la culture politique et la mentalité américaines. Je pense donc que l'Amérique ne va pas changer, ou très peu. Elle va toujours chercher à conserver son hégémonie politique et militaire.

Or, pour la Russie, l'hégémonie globale des États-Unis est inacceptable. Avant tout parce que les États-Unis veulent imposer leur vision du monde et leurs intérêts loin de leurs frontières. Ce pays compte 170 bases militaires à l'étranger, envoie des troupes aux quatre coins de la planète, essaie de renforcer ses positions aux dépens des autres partout dans le monde, jusqu'en Moldavie, en Géorgie ou au Kirghizistan. Cette attitude révolte non seulement la Russie mais aussi la Chine, l'Iran et même l'Europe, qui commence à comprendre que les États-Unis n'ont nullement ses intérêts à coeur.

**N. R. - Vous avez souvent déclaré que l'option alternative à un monde placé sous la tutelle américaine serait un « monde multipolaire ». Cette formule est assez vague. Que recouvre-t-elle précisément à vos yeux ?**

A. P. - Le monde multipolaire, c'est un monde organisé autour de grandes puissances et de puissances régionales comme les États-Unis, la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil, le Mexique, l'Afrique du Sud, l'Égypte, l'Iran, l'Indonésie, la Turquie... C'est-à-dire les plus grands pays qui exercent une influence majeure à l'échelle globale ou dans leurs régions respectives et qui interagissent entre eux pour trouver des terrains d'entente et promouvoir des intérêts mutuels. La Russie promeut l'avènement du monde multipolaire non seulement parce qu'elle pourrait y défendre ses intérêts plus facilement, par le jeu des alliances, des accords et des compromis, mais aussi parce qu'il lui paraît plus juste, plus respectueux des intérêts multiples des acteurs internationaux. En plus, le monde unipolaire a démontré son caractère destructeur, son incapacité à gérer les problèmes du monde.

**N. R. - Les pourfendeurs de l'ambitieuse politique étrangère russe déplorent son coût. Ils affirment que la Russie, avec tous ses problèmes socio-économiques, ne peut pas se permettre de telles dépenses. Que répondez-vous à ceux qui reprochent au Kremlin de sacrifier la politique sociale au nom d'engagements à l'étranger dont l'homme de la rue n'a cure ?**

A. P. - Notre budget militaire n'a rien de colossal : en 2018, les dépenses militaires se sont élevées seulement à 62 milliards de dollars par an, soit environ 2,8 % de notre PIB. Le budget militaire des États-Unis représente dix fois le nôtre ! La Russie se classe à la sixième place mondiale... juste derrière la France. Pour un pays de cette taille, dépenser encore moins serait irresponsable ! Nous sommes entourés par des États puissants dont certains ont des vues sur nos territoires, comme le Japon. La Chine, un autre voisin, est un géant économique qui possède la plus grande armée du monde et une population de 1,5 milliard d'habitants. Certes, c'est une puissance alliée. Mais, faut-il le rappeler, on ne s'allie qu'avec des puissances fortes ! Personne ne veut nouer d'alliances avec des faibles. Si la Russie reste forte, nous pourrions compter sur la Chine et nous nous ferons encore plus d'alliés. Ces dépenses militaires que nous assumons - y compris le développement de nouvelles technologies militaires, le réarmement ou l'opération en Syrie dont le coût a d'ailleurs été assez modeste - ne sont certainement pas un facteur qui freine le développement économique de la Russie.  
.....

**N. R. - Dans son interview à The Economist, Emmanuel Macron a énoncé un certain nombre de thèses qui tranchent avec le discours de ses prédécesseurs : la mort cérébrale de l'Otan, la grande fragilité et l'avenir incertain de l'Europe unie, l'écart qui se creuse entre l'Europe et les États-Unis et, aussi, la nécessité de revoir les relations avec la Russie...**

A. P. - Cet entretien, c'est vrai, tranche radicalement avec les banalités qu'on entend souvent de la part des responsables de l'UE ou de l'Otan. Emmanuel Macron montre qu'il est capable de penser de manière indépendante et qu'il n'a pas peur de poser les questions qui fâchent. Je n'ai pu m'empêcher de m'interroger sur la réaction de Mme Merkel qui a jugé les propos de Macron « intempestifs » - un mot assez dur. Quand un pays membre de l'UE dit à un autre membre que son point de vue est intempestif (donc inconvenable, malvenu), je me demande si les rapports qui règnent dans cette Union sont vraiment fondés sur le respect et la communauté de vues... Est-ce à Mme Merkel de décider ce qui est convenable ou pas ?

Maintenant, il faudra voir si les mots prononcés à l'Élysée en octobre, qui font écho à ceux du fort de Brégançon en août (2), vont être suivis d'effets. Si le président Macron était le seul responsable de la politique étrangère de la France, je vous répondrais qu'il n'y a aucun obstacle à un réchauffement significatif de nos relations. Mais la politique étrangère de la France ne se décide pas seulement à Paris ; elle se décide aussi à l'Otan et à Bruxelles. Or, aussi bien l'Otan que l'UE répètent depuis des années la même formule creuse : à les entendre, il faut « parler avec la Russie, maintenir le dialogue, mais à partir d'une position de force ». Cela n'a pas de sens. Quand on parle depuis une position de force, on adresse à l'autre des ultimatums et des exigences. Ce qui signifie qu'il n'y a plus de dialogue. La Russie n'accepte pas ce genre de langage. Je suis donc curieux de voir si M. Macron saura convaincre Mme von der Leyen et M. Stoltenberg de changer cette formule. J'attends aussi de voir comment ses déclarations seront perçues par Varsovie, Tallinn, Vilnius, Riga, Londres, Stockholm, Copenhague et certaines autres capitales européennes, généralement peu enclines à la reprise d'un dialogue réel avec Moscou. Le président français saura-t-il les persuader de changer de stratégie ? Pour tout vous dire, nous sommes un

peu sceptiques. Jusqu'à présent, la direction de l'UE a toujours penché, dans cette question, du côté des pays de l'Est - des pays admis au sein de l'UE en 2004 sur la base d'un mauvais calcul et qui, depuis, imposent à toute l'UE leur ligne russophobe.

**N. R. - On peut comprendre que, au vu de l'Histoire, ils se méfient de la Russie...**

A. P. - Il est vrai que ces États limitrophes ont une histoire compliquée avec la Russie et cultivent des rancunes tenaces... Mais est-ce une raison pour prendre les autres membres de l'UE en otage ? Regardez la Pologne. Quelle est sa seule raison d'être sur la scène internationale ? S'en prendre à la Russie. Quelles sont ses initiatives internationales à part celles qui nourrissent l'hostilité vis-à-vis de la Russie ? Rien, zéro ! La Pologne vit toujours en 1939, enfermée dans sa vision victimaire. La Suède, de son côté, n'a toujours pas digéré sa défaite dans la bataille de Poltava qui date de... 1709. Les pays baltes vivent toujours dans la crainte totalement irrationnelle de voir la Russie revenir pour leur confisquer des territoires. C'est à cause de tels pays que d'autres États européens, qui aimeraient pourtant que l'UE change d'attitude face à la Russie, sont frappés d'impuissance. Bruxelles, en effet, reprend systématiquement à son compte la position de l'Europe de l'Est, ce qui rend le partenariat avec l'UE impossible et oblige la Russie à suivre la voie du bilatéralisme. Si M. Macron se rapproche de nous, ce sera par la voie bilatérale parce qu'il sait qu'à Bruxelles il va se cogner contre un mur de méfiance. Dès que ce mur se fissure, les Polonais et les Baltes le reconstruisent immédiatement ! J'appelle ces pays à surmonter leurs blessures historiques comme nous l'avons tous fait à l'égard de l'Allemagne. Je suis sidéré de voir que les grands pays d'Europe qui ont réussi à dépasser cet héritage de haine se laissent manœuvrer par un groupe d'États qui n'ont pas fait ce travail, qui sont toujours submergés par la rancœur et l'hostilité. Je

trouve absurde que la position commune de l'UE soit élaborée à Varsovie. Et je pose la question : est-il juste que des pays qui vivent dans le passé dictent à l'UE ce que doit être son avenir ?

**N. R. - Un élément important de cette confrontation dans l'espace de l'information est le conflit mémoriel. En Occident, de nombreuses voix reprochent à la Russie l'adoption d'une vision « trop glorieuse » du passé soviétique, la réticence à faire toute la lumière sur les crimes communistes, la volonté de réécrire l'Histoire... Les pays occidentaux et l'UE, de leur côté, adoptent également des lois mémorielles. La politisation de l'Histoire est-elle inévitable ?**

A. P. - Je pense que l'Histoire est un domaine trop important de la vie des sociétés humaines pour être tenue à l'écart de la politique et des débats d'actualité. Il faut cependant éviter une politisation trop radicale et des déformations extrêmes. Prenons la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, l'UE adopte des lois pour imposer l'idée que cette guerre aurait été déclenchée par le pacte Molotov-Ribbentrop. Mais c'est faux. Avant le début de la guerre, tous les États d'Europe cherchaient à éviter la menace allemande et à rediriger l'agression de l'Allemagne (que tout le monde savait inévitable) vers les voisins. En Russie, les historiens voient l'accord de Munich avec Hitler signé par Chamberlain et Daladier en 1938 comme un facteur clé dans le déclenchement de la guerre. Et la Pologne y a d'ailleurs pris part, en enfonçant ses dents dans le corps de la Tchécoslovaquie et en lui reprenant la région de Tesin, au nord de la Moravie... Bref, quand on nous accuse d'avoir signé un pacte avec l'Allemagne, il convient à tout le moins de rappeler que les grands pays d'Europe ont fait la même chose, et bien avant la Russie ! C'est la Pologne de Pilsudski qui a signé, la première, un pacte de non-agression avec Hitler, en 1934. C'est la Pologne qui a discuté avec Hitler des possibilités d'attaquer

l'URSS ensemble. La responsabilité - si l'on exclut la responsabilité principale qui pèse sur l'Allemagne - est collective et implique de nombreux États d'Europe. Staline jouait selon les mêmes règles que les dirigeants européens et ces règles consistaient, malheureusement, à signer des accords bilatéraux, séparés, avec Hitler au lieu de l'affronter en commun.

D'une façon plus générale, je suis persuadé qu'il faut apaiser la confrontation dans le domaine historique. Il faut laisser l'Histoire à l'Histoire. J'appelle à pacifier le conflit mémoriel, à renoncer à l'esprit de haine et de rancune. Le conflit des mémoires est naturel ; mais il faut surtout trouver des choses qui nous unissent, élaborer des approches communes et, à tout le moins, renoncer à toujours blâmer la Russie.

**N. R. - Récemment, l'UE a légiféré pour mettre sur le même plan le nazisme et le communisme (3). Quelle est votre position sur ce point ?**

A. P. - Dresser un parallèle entre le communisme et le nazisme, c'est très grave. Non seulement c'est faux, mais c'est à l'évidence une loi qui est adoptée moins pour condamner Staline et ses crimes que pour pointer du doigt la Russie d'aujourd'hui. J'ajoute que si l'on met le communisme et le nazisme sur le même plan, alors il faut tout simplement réécrire tous nos livres d'Histoire ! Comment expliquer, en effet, que Churchill et Roosevelt aient accepté de combattre du même côté que Staline ? Et quelle était la force intérieure principale qui combattait le nazisme en Europe ? Les communistes, le parti des fusillés. Va-t-on désormais le cacher en disant que les résistants n'étaient pas des communistes ? Soyons clairs : il est nécessaire de critiquer le communisme, il est indispensable de critiquer le nazisme... mais on ne peut pas les mettre sur un pied d'égalité. C'étaient deux mouvements, deux idéologies complètement différentes qui se sont livrés une guerre sans merci.

(1) Le 24 mars 1999, Evguéni Primakov se trouvait dans un avion se dirigeant vers les États-Unis pour une visite d'État quand il fut informé du début des bombardements de l'Otan visant la Serbie. Il ordonna immédiatement au pilote de faire demi-tour et rentr à Moscou.

(2) Olivier Faye et Marc Semo, « À Brégançon, Emmanuel Macron tend la main à la Russie,

"profondément européenne" », Le Monde, 20 août 2019.

3) « Résolution du Parlement européen du 19 septembre 2019 sur l'importance de la mémoire européenne pour l'avenir de l'Europe »,

[http://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2019-0021\\_FR.html](http://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2019-0021_FR.html)

Directeur de la publication : Marc DRUESNE, 121, route des châtaigniers 74350 ALLONZIER LA CAILLE  
Siège social : Union Nationale France-Russie-CEI-Peuples russophones, Centre Culturel de Vitry 36, rue Audigeois 94400 Vitry-sur-Seine

Adresse courriel : [unionfrceipr@orange.fr](mailto:unionfrceipr@orange.fr); Marc Druésne : marc.druésne@orange.fr

comité de rédaction : Michel Faitot, Dimitri de Kocho, Christiane Montastier, Marcelle Sage-Pranchère  
N°CPAFAP 0105 G 79 555 - N° ISSN 1267-2408

## TEMOIGNAGES DE CONFINEMENT

**L'Union Nationale, par l'intermédiaire de ses associations, a contacté un certain nombre de correspondants pour obtenir des témoignages sur la vie en Russie au début de la pandémie.**

Voici quelques extraits.

### **Le confinement à Saint Petersburg**

Ici, la situation semble plus calme que dans d'autres pays comme chez vous en France. Nous sommes confinés jusqu'au 30 avril pour l'instant mais nous pensons qu'il y aura une prolongation. Un comité nous informe à la télévision de la situation tous les jours et même plusieurs fois par jour. Les gens respectent bien le confinement.

Il n'y a pas de tests sur la population, uniquement s'il y a des soupçons de maladie.

A Saint Petersburg il n'y aurait qu'environ 400 cas de malades. Deux grandes salles d'exposition de l'île Vassilevski ont été aménagées pour accueillir les malades. Les informations nous disent que des hôpitaux sont en construction dans plusieurs régions de la Russie.

Cela m'inquiète car c'est une très grosse dépense financière, car les équipements sont achetés à l'étranger et la chute du rouble fait que cela coûte très cher.

Seuls les commerces d'alimentation sont ouverts. Les musées sont également fermés mais nous avons des émissions de télévisions qui se sont adaptées et nous présentent des spectacles, des concerts etc...

Je m'ennuie un peu, mes amis me manquent même si je les ai souvent au téléphone.

C'est une grosse aventure mondiale qui inquiète.

Je vous souhaite à tous de rester en bonne santé.

*Témoignage de O. S – Saint Pétersbourg le 23 avril 2020.*

### **A Moscou**

Je dirais que la situation ici pour le moment est beaucoup moins tragique que les horreurs de provenance d'Italie ou d'Espagne que l'on voit à la télévision. Il y a des cas COVID-19, certes, mais le système hospitalier n'est pas débordé. Aujourd'hui on dénombre environ 7000 nouveaux cas par jour à travers toute la Russie, qui est immense, dont de 2000 à 3000 à Moscou. Ce soir on a même commencé à parler d'une certaine stabilisation épidémiologique dans la capitale russe. Il y a même un espoir que le fameux pic de l'épidémie est proche. On a un millier de morts à déplorer, chiffre relativement faible, compte tenu du nombre total de personnes atteintes de COVID-19 en Russie, qui est de 106 000 personnes. Il s'en suit que le taux de mortalité ne dépasse pas 1%. Pourtant il y a une particularité. Si en Europe c'étaient surtout des personnes âgées qui couraient le risque de développer des formes graves, ici ce sont souvent des jeunes de moins de 40 ans qui en souffrent et même en meurent. Nul ne sait pourquoi l'image en Russie diffère de celui européen, pourtant il y a des voix qui disent que cela peut être dû à la vaccination au BCG qui était absolument obligatoire sous l'Union Soviétique, et que certains parents ont

préférée éviter après la chute du pays, donc il y a justement une trentaine d'années. On parle aussi de certains facteurs génétiques, mais du reste ici comme partout c'est le flou absolu qui règne.

On attribue cette situation plus ou moins stable aux mesures prises par le gouvernement, surtout au confinement, imposé avant la montée exponentielle de la courbe de la propagation du virus. Cette anticipation, selon les sources officielles, a permis d'éviter la surcharge des hôpitaux.

Les mesures du confinement sont différentes selon les régions. A Moscou, où l'on dénombre quasiment la moitié de tous les cas COVID-19 les mesures sont très strictes. Nous ne pouvons sortir que pour des besoins urgents: aller au travail pour ceux qui travaillent encore, aller chez le médecin ou chez le vétérinaire, acheter des provisions dans le magasin le plus proche, aller à la pharmacie, sortir son chien à 100 mètres de son domicile, pas plus, et aussi pour sortir la poubelle. Je dois confirmer qu'il y a quelques jours j'ai dû sortir pour aller avec un chat chez le vétérinaire. Le chat a de l'otite chronique et c'est une aggravation qui s'est déclarée. Cela s'est bien passé, on ne m'a pas arrêtée voyant que j'avais un animal dans la cage du transport. Pourtant, on n'a pas le droit de se promener, de faire du sport dehors, de promener les enfants. Les lieux de culte et les cimetières sont fermés, sauf les cas d'enterrement, où le nombre de membres de la famille du défunt autorisés à assister est réduit à 2. Hier mon amie pleurait de ne pas pouvoir aller à l'enterrement de sa tante qui venait de décéder.

A partir du 20 avril on nous a imposé les codes QR pour tout déplacement en transports, en voiture et même à vélo. Il faut se les faire délivrer au moins 5 heures avant le déplacement prévu en s'enregistrant sur un site spécial. Les codes QR sont délivrés à des personnes qui effectuent leurs déplacements dans le but professionnel, s'ils doivent aller travailler, et ces codes-ci sont valables pendant toute la durée du confinement, à celles et ceux qui ont besoin d'aller chez le médecin sur rendez-vous, ce code-ci est délivré autant de fois qu'il le faut, et à celles et ceux qui ont besoin de se déplacer pour un besoin personnel; dans le dernier cas le nombre de codes QR est limité à 2 par semaine. Les personnes de 65 ans et plus subissent les mesures les plus strictes, on leur demande de ne pas sortir du tout et je ne suis pas sûre que ces codes QR leur soient délivrés. Au moins mon voisin qui a plus de 65 ans n'a pas pu recevoir ce code QR pour aller en sa voiture dans sa résidence secondaire qui est dans la banlieue de Moscou.

La durée de ces mesures n'est pas encore déterminée. On sait seulement que les autorités les ont prolongées jusqu'au 12 mai. Au-delà de cette date,

rien n'est encore déterminé. On craint qu'en cette période traditionnelle des fêtes qui sont très appréciées en Russie, le 1er Mai, Journée du Travail, et le 9 Mai, Journée de la Victoire dans la 2<sup>ème</sup> Guerre Mondiale, les Russes ne bravent les restrictions et ne fassent se propager le fameux virus. Il faut avouer que les Moscovites respectent pour la plupart le confinement et sortent, mais peu. Ce n'est pas le cas dans d'autres régions. Au Caucase la population a ignoré le confinement qui a été imposé et, selon les sources, cela a conduit à une explosion des cas de l'infection.

Du reste, les problèmes sont les mêmes que ceux en France. Et tout le monde espère qu'un jour ça finira.

Très respectueusement,

*V. P (reçu le 2 mai)*

La situation est assez difficile. On a plus de 87 000 malades, c'est plus qu'en Chine. On travaille à distance: mon petit-fils qui est en 5e année, ma fille Karine et moi-même. Pour le moment, nous sommes à la datcha, on suit les règles du confinement. Moi, je n'aime pas du tout les cours à distance, mais il faut s'y adapter.

On a annulé toutes les réunions de l'AEFR, on a rapporté le «Ménestrel chantant-2020» pour le mois d'octobre, mais je doute qu'on puisse l'organiser. Les perspectives d'après ? On ne sait rien. On a la quarantaine jusqu'au 12 mai, après, «qui vivra-terra».

*J.A (reçu le 28 avril)*

À Moscou le confinement n'est pas autant rigoureux qu'en France, mais moi avec ma famille nous restons à la maison autant que possible. J'en profite bien et j'ai même gagné l'olympiade de français grâce au confinement (car l'étape finale était annulée). Les cours au lycée ne sont pas encore terminés, nous continuons à nous préparer aux examens finals par zoom.

*M.Z (jeune de 17 ans) 1<sup>er</sup> mai*

## **Région d'Irkoutsk**

### **1°) Mesures spécifiques prises par l'Administration régionale :**

Confinement (depuis le 30 mars, la première personne contaminée dépistée le 29 mars) jusqu'au 12 mai actuellement (sera prolongé ou arrêté en fonction de la situation), obligatoire pour les personnes âgées de plus de 65 ans et revenues de l'étranger.

Etablissements ouverts : établissements importants pour assurer la vie des habitants, (établissements médicaux, magasins alimentaires, pharmacies et

autres commerces de produits de première nécessité, industrie pharmaceutique, production alimentaire, administration locale, police, services communaux, établissements financiers etc.), entreprises ayant la production en continu, établissement effectuant la livraison à domicile, établissement éducatifs réalisant l'enseignement à distance. Tous les services publics accordés à la population se font à distance.

Déplacements autorisés : urgences médicales, réapprovisionnement en médicaments et en aliments, sorties des poubelles, promenades des chiens, se rendre au travail (pour les employés des établissements qui sont ouverts).

Scolarité : tous les établissements éducatifs sont confinés et assurent l'enseignement à distance ; l'université d'état a annoncé l'enseignement à distance jusqu'à la fin de l'année scolaire, les autres suivent le régime de confinement.

Sécurité : contrôle des entreprises et des bureaux par « Rospotrebnadzor », contrôles réguliers des piétons et des transports par la police, les amendes sont prévues pour la violation du régime de confinement.

Santé : Les polycliniques n'accueillent que des malades avec urgences médicales, deux hôpitaux sont en quarantaine à cause de l'hospitalisation des malades contaminés.

Soutien économie locale. A part des mesures fédérales, les mesures prises par le gouvernement régional :

Exonération du loyer pour les entreprises qui utilisent les locaux municipaux et régionaux pour la période de 6 mois.

Annulation des pénalités pour le retard de paiement des crédits.

Sont simplifiées les conditions de restructuration des crédits pris par les PME.

Crédits à 0 % d'intérêts pour le paiement des salaires par les PME-PMI

Le gouvernement a préparé les modifications à la loi « Taxes sur la patrimoine des sociétés » qui prévoient la baisse d'impôts sur les constructions à usage commercial et professionnel jusqu'à 0,5 %.

**2°) Infrastructure hospitalière spécifique mise en place** : « un observatoire » est organisé aux environs de la ville et un hôtel est réservé pour isoler les personnes rentrant de l'étranger et venant de S-Petersbourg et de Moscou, un hôtel est réservé pour les médecins de l'hôpital des maladies infectieuses, on a créé dans chaque hôpital des services anti virus.

### **3°) Bilan actuel de la population (en chiffres)**

Analyses effectuées : 17305 (pour le 10 avril), le laboratoire du service sanitaire réalise 1500 tests par jour (au début 500) et travaille 24h/24 ; à part ça, les tests sont réalisés par l'Institut antiépidémique, on

vient de lancer la prise des tests par des laboratoires privés.

Personnes contaminées : 28 dont deux enfants de 12 et 14 ans (contaminations confirmées pour le 10 avril) 129 pour le 30 avril

Décès : 2 personnes /4 pour le 30 avril

Personnes guéries : 0 / 39 pour le 30 avril

### **4°) Communauté française / retour vers la France**

Situation des étudiants – pas d'étudiants français actuellement

Français de passage – très peu probable d'après mes infos

Français résidents : un professeur à l'AF (pas de problèmes), il y a encore un résident, mais je n'ai pas de contacts avec lui. D'après le manager de Leroy Merlin à Moscou que j'ai réussi à contacter (aucune possibilité de contacter l'administration locale) il y a des résidents de Leroy Merlin à Irkoutsk, il m'a promis d'envoyer l'information mais je n'ai rien reçu. Par contre, il m'a reproché que le service consulaire ne répond pas à ses appels malgré mes explications que je n'y suis pour rien.

Conjoints russes de français : je connais une seule qui est là avec sa fille (pas de problèmes)

### **5°) Entreprises françaises / économie locale**

La seule entreprise française que je connais à Irkoutsk c'est Leroy Merlin. Je crois qu'elle effectue des ventes en ligne et la livraison à domicile, mais je n'ai pas reçu d'information de l'entreprise. L'AF à Irkoutsk réalise l'enseignement à distance.

Transports : le trafic des transports urbain, aérien et routier est réduit ;

Secteurs les plus affectés : tourisme, restauration, secteur beauté et loisirs, commerce des produits non-alimentaires, enseignement complémentaire.

Respect par les entreprises des mesures sanitaires : bien respecté, très contrôlé par les services sanitaires sous menace de fermeture en cas de non-respect. Affaibli le dernier temps, le gouverneur promet de durcir les mesures.

Présence d'investisseurs français et problèmes particuliers que ceux-ci peuvent rencontrer (pas d'infos).

### **6°) Quelle est votre implication/interaction dans le dispositif mis en place localement**

Mon entreprise suit le régime de confinement. On fait le maximum d'efforts pour ne pas perdre les élèves : cours en visio conférence, formation à distance, ressource en ligne pour le travail autonome. Mais les pertes sont inévitables. Certains élèves ont des problèmes techniques, d'autres psychologiques.

*E.V Reçu le 2 mai*

## Rencontre avec Zakhar Prilepine



Mercredi 5 février 2020, salle de La Médaille, l'association France-Russie de Saint-Pierre des Corps recevait l'écrivain russe Zakhar Prilépine, très célèbre dans son pays et traduit dans une vingtaine de langues. Une rencontre organisée dans le cadre de la 11e édition des Journées européennes du livre russe et des littératures russophones (qui se déroulaient à Paris samedi et dimanche). Pour l'occasion, Zakhar Prilépine est venu présenter son dernier livre : *Officiers et poètes russes* (tome 1). Une étude historique et littéraire qui réunit huit biographies d'écrivains

et de poètes russes de la période classique, qui ont tous eu une carrière militaire très engagée. La soirée, animée par le journaliste Guillaume Colombat, a été une belle réussite pour l'association. En effet, plus d'une quarantaine de personnes étaient présentes pour écouter notre homme s'exprimer sur son métier.